

Royaume-Uni : débat en plénière sur l'avenir du pays dans l'Union européenne

[24-02-2016 - 18:38]

Le référendum britannique sur l'appartenance du pays à l'Union européenne qui doit se tenir le 23 juin prochain pourrait avoir une incidence sur l'ensemble de l'Europe. Les députés réunis en session plénière à Bruxelles ont débattu mercredi 24 février des conséquences possibles de ce scrutin. La plupart des députés ont souligné que le pays se porterait mieux s'il restait dans l'Union européenne. Certains ont pourtant estimé que le Royaume-Uni aurait avantage à quitter l'Europe.

Le débat qui s'est tenu en plénière portait sur les conclusions du dernier sommet européen des 18 et 19 février consacré au référendum britannique et à la crise des réfugiés.

L'accord du Conseil européen

Les États membres se sont entendus le 19 février dernier sur un accord en réponse aux demandes exprimées par le gouvernement britannique concernant une réforme de l'appartenance du pays à l'Union européenne. Cet accord comporte plusieurs concessions. Il prévoit par exemple l'exemption du pays de l'obligation de travailler à une union toujours plus étroite. Le Royaume-Uni ne serait pas obligé de fournir aux travailleurs migrants originaires d'autres pays européens un logement social ou un accès immédiat aux prestations liées à l'exercice d'un emploi. L'Union européenne ne pourrait pas non plus demander aux pays qui n'appartiennent pas à la zone euro de contribuer aux frais de la monnaie unique.

À l'issue du Conseil, le Premier ministre britannique David Cameron a annoncé que cet accord était suffisant à ses yeux, et qu'il fera campagne en faveur d'un maintien de son pays au sein de l'Union européenne. Cet accord pourra uniquement entrer en vigueur si les citoyens du Royaume-Uni votent en faveur d'un maintien du pays dans l'UE.

Au cours du débat en plénière, les intervenants ont fait part de leurs réactions face à cet accord. Le Président de la Commission européenne **Jean-Claude Juncker** a expliqué : « Le Premier ministre britannique a obtenu le maximum de ce qu'il pouvait obtenir, et les autres États membres lui ont offert le maximum de ce qu'ils pouvaient offrir; ce qui me fait dire que le deal avec le Royaume-Uni est fair, qu'il est équilibré, qu'il respecte les grands principes de l'Union européenne, et qu'en même temps il prend à bord les soucis, les desideratas et les suggestions du Royaume-Uni ».

Manfred Weber, député allemand et chef du file du groupe du Parti populaire européen, a déclaré : « Nous soutenons le cœur de cet accord. Si le peuple du Royaume-Uni choisit de rester dans l'Union européenne, alors il trouvera dans le groupe du PPE un partenaire loyal dans la mise en œuvre de l'accord ». Manfred Weber a néanmoins averti qu'il s'agissait du seul accord disponible et qu'il n'y aurait pas de suivi des négociations.

Certaines personnalités politiques au Royaume-Uni telles que le Secrétaire d'État à la Justice Michael Gove ou le Ministre aux droits de l'homme Dominic Raab ont souligné que la Cour européenne de Justice pourrait annuler l'accord. Le Président du Conseil **Donald Tusk** a néanmoins rappelé aux députés que l'accord convenu la semaine dernière était « juridiquement contraignant et irréversible » et qu'il ne pouvait « pas être annulé par la Cour de justice de l'UE ».

Gabriele Zimmer, députée allemande à la tête du groupe Gauche unitaire européenne - Gauche verte nordique, a critiqué l'accord obtenu qu'elle considère comme une menace faite au pilier social de l'Union européenne. Selon elle, ce modèle de marché radical signifie en quelque sorte la résurrection de Margaret Thatcher.

Le rôle du Royaume-Uni dans l'Union européenne

Plusieurs députés ont évoqué le rôle positif joué par le Royaume-Uni dans l'Union européenne. **Gianni Pittella**, député italien et chef de file du groupe de l'alliance progressiste des Socialistes et Démocrates, a rappelé la contribution du Royaume-Uni à la défense des valeurs communes européennes : « Le Royaume-Uni a fait beaucoup. Il a été un facteur de paix et de démocratie. Le meilleur endroit pour lutter en faveur de ces principes est l'Union européenne ». Gianni Pittella a également souligné que l'appartenance du pays à l'Union européenne était bien plus qu'un mariage de convenance : « Le Royaume-Uni fait partie intégrante de l'Europe. Sans lui, l'Europe ne serait pas la même ».

Rebecca Harms, députée allemande et coprésidente du groupe des Verts - Alliance libre européenne, a déclaré : « Je pense qu'il est très clair qu'il faut travailler de concert avec le Royaume-Uni. L'Union européenne se portera mieux avec le Royaume-Uni à son bord ».

Les conséquences d'un « Brexit »

Les conséquences possibles d'une sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne ont également été évoquées. Le Président du Conseil **Donald Tusk** a averti la plénière : « L'Europe changera pour toujours, et non pour le mieux. Il s'agit bien entendu de mon opinion personnelle. Le Premier ministre Cameron a déclaré lundi devant la Chambre des communes que ce n'était pas le moment de diviser l'Occident : je ne saurais être plus d'accord avec lui ».

« Je soutiendrai la campagne en faveur d'un maintien du pays dans l'Union européenne », a expliqué **Ashley Fox**, député conservateur britannique. « Mon raisonnement est simple. La reprise économique du Royaume-Uni, bien qu'elle soit bonne, reste fragile. Je ne la mettrai pas en danger en nous détachant du marché unique. J'estime également que ma circonscription sera plus en sécurité et mon pays plus sûr si nous poursuivons notre coopération avec nos partenaires européens ».

Trois députés ont été en charge des négociations au nom du Parlement européen sur l'accord du Royaume-Uni concernant une réforme de son appartenance à l'UE : Guy Verhofstadt, Elmar Brok et Roberto Gualtieri.

Guy Verhofstadt, député belge chef de file du groupe de l'alliance des démocrates et libéraux pour l'Europe, a déclaré : « Les seuls qui gagnent à voir une Europe divisée sont des gens comme Vladimir Poutine, Bachar el-Assad ou l'État islamique. Au lieu de réfléchir à comment nous défendre, nous faisons preuve de division et de faiblesse ».

Elmar Brok, député allemand du groupe du PPE, a déclaré que le pays ne pourrait pas jouer un rôle important en dehors de l'Europe : « Les États membres ne peuvent pas accomplir des choses tout seuls de leurs côtés. Ou nous réalisons des choses ensemble, ou nous ne réalisons rien ».

Le député démocrate socialiste italien **Roberto Gualtieri** a expliqué que le Parlement n'essayerait pas d'empêcher ou de retarder la mise en œuvre d'un accord entre l'Union européenne et le Royaume-Uni : « Politiquement, ce débat montre que l'accord brasse une large majorité au sein de cette institution. Nous serons justes et nous tiendrons parole. Il est maintenant temps pour les citoyens britanniques de protéger leur prospérité et leur avenir ».

D'autres intervenants ont pourtant estimé que le Royaume-Uni aurait avantage à quitter l'Union européenne. « Cette réflexion sur le Brexit sera pour les Anglais l'opportunité de faire le bilan d'étape de l'appartenance à l'Union européenne », a déclaré **Marine Le Pen**, députée française et coprésidente du groupe Europe des Nations et des Libertés. « Si le bilan n'est pas convaincant, ils pourront prendre un autre chemin, le chemin de la liberté, le chemin de la souveraineté. Ils retrouveront ainsi les moyens de résoudre les problèmes de leur temps », a-t-elle ajouté.

Article

Nigel Farage, coprésident du groupe Europe de la liberté et de la démocratie directe, a estimé que le Royaume-Uni serait plus en sécurité en dehors de l'Union européenne : « C'est aux citoyens britanniques de décider quelle est l'option la plus sûre. Sommes-nous plus en sécurité au sein d'une organisation dont le chef de la police nous apprend que trois à cinq milliers de terroristes arrivent en Europe dans le cadre de la crise migratoire, ou sommes-nous plus en sécurité si nous reprenons le contrôle de nos frontières et de notre démocratie ? »

Pour **Diane Dodds**, députée non-inscrite britannique, « il n'y aura aucune garantie de modification des traités. Ce Parlement peut défaire cet accord, tout comme la Cour de justice de l'Union européenne. Ce que nous avons devant nous aujourd'hui est une mascarade, une tentative de duper le peuple britannique. J'adresse ce message à ma circonscription : "N'y croyez pas. Croyez en notre Royaume-Uni" ».

Découvrez ce que les députés français, belges et luxembourgeois publient en ligne autour du Royaume-Uni.

Retrouvez la vidéo du débat en cliquant ici.

En savoir plus

- La page Storify du débat (en anglais): https://storify.com/europarl_en/plenary-debate-24-february-2016?utm_medium=sfy.co-twitter&utm_source=t.co&awesm=sfy.co_f1l6p&utm_content=storify-pingback&utm_campaign=
- La vidéo du débat : <http://www.europarl.europa.eu/ep-live/fr/plenary/video?debate=1456323563458>
- Référendum britannique : les députés débattent des réformes proposées (03/02/2016): <http://www.europarl.europa.eu/news/fr/news-room/20160203STO12739/R%C3%A9f%C3%A9rendum-britannique-les-d%C3%A9put%C3%A9s-d%C3%A9battent-des-r%C3%A9formes-propos%C3%A9es>
- Martin Schulz : « Si nous prenons des chemins différents, nous pouvons être certains des conséquences » (18/02/2016): <http://www.europarl.europa.eu/news/fr/news-room/20160218STO14859/Le-Pr%C3%A9sident-du-Parlement-Martin-Schulz-%C3%A0-l'ouverture-du-Conseil-europ%C3%A9en>
- Parcours législatif: [http://europarl.europa.eu/oeil/popups/ficheprocedure.do?reference=2015/3023\(RSP\)&l=fr](http://europarl.europa.eu/oeil/popups/ficheprocedure.do?reference=2015/3023(RSP)&l=fr)